

Cherbourg, le 3 octobre 1894.

A M. le Député Cabart-Danneville,

Pardonnez-moi, je vous prie, la liberté
que j'ose prendre en venant vous déranger
et vous prier de vous intéresser à ma cause,
votre bienveillante protection m'étant indis-
pensable, pour faire près du Ministère des
terres de la Couronne, au Canada, la
requête que je prends la liberté de vous
adresser, Monsieur. J'aurais été très-
heureuse, M. le Député, de vous rencontrer
chez vous, lorsque je m'y suis présentée,
j'ai été obligée de différer ma visite
étant très-souffrante.

Permettez-moi, Monsieur, n'ayant
pu vous mettre au courant de cette affaire
puisque je n'ai pu être assez heureuse pour

le faire directement de vous la relater.

Mon mari, M. Eugène Mahieu, l'un des membres d'une très-importante maison de commerce de Cherbourg, faisait le commerce des bois. La maison Mahieu occupait un rang élevé sur la place de Cherbourg en 1873. Il avait des connaissances sérieuses, il était apprécié du commerce en général, c'est ainsi qu'il a été par les membres du Syndicat des importateurs des bois du nord, nommé à le présider pendant plusieurs années. Pressé par des amis auxquels on avait fait des offres pour accepter une concession importante de forêt à Metgermette, ils en firent part à mon mari, tous avaient grand désir de voir venir en France ces magnifiques bois, firent près de lui tant d'instances qu'il l'étudia, il la trouvait très-belle, mais trouvant beaucoup de diffi-

difficultés, la première il avait encore un engagement de Société avec ses frères, de deux ans, ce qui lui rendant l'entreprise très-difficile, ne pouvant quitter la France et la maison Mahieu, il ne voulait pas entrer dans cette entreprise sans avoir réglé ses affaires, puis il devait être seul à en faire les fonds, toujours pressé et l'affaire offrant des bois magnifiques, il se décida, bien résolu à aller en prendre la direction aussitôt qu'il lui serait possible, c'est-à-dire après avoir réglé ses intérêts avec la maison Mahieu. Enfin, il accepta cette concession de 320.000 acres de magnifique forêt à Metgerluette.

Les personnes qui désiraient tant cette entreprise le mirent en rapport avec

un M. Vannier, qui connaissait ce pays et
qui serait à même par son savoir de diri-
ger les travaux, ce qui eût lieu, on créa dans
l'espace de deux ans, écoles, église, moulin,
maisons, route, etc. ... Tous ces travaux qui
pendant un temps aussi bref, avaient absorbé
beaucoup d'argent, il fallait qu'il vienne
des bois qui malgré la promesse qui lui
était souvent faite n'eût pas lieu et par
conséquent mon mari n'a eu aucune rentrée,
c'est ainsi que pendant ce peu de temps il
a envoyé à ce M. Vannier 315.000 francs,
mais il ne pouvait plus continuer à faire
l'exploitation. Mon mari y est allé, il
quittait la France le 30 novembre 1875 et
revint le 30 novembre 1876 ayant emporté
avec lui 96.000 francs, qui lui ont servi à
payer tout ce qui était dû, en fournitures
de toute sorte et ouvriers.

Après tout ce malheur, mon mari n'a
 pu surmonter la perte qu'il faisait de toute
 sa fortune laquelle devait faire le bonheur
 de notre famille car nous avions 6 enfants,
 5 demoiselles et un fils faisant ses études.
 Mon mari est mort de chagrin. Moi-même j'
 avais de la fortune, mais cette malheureuse
 affaire m'a obligée à la sacrifier pour désin-
 -téresser des personnes qui toutes confiantes
 dans sa manière de conduire les affaires,
 avaient désiré mettre elles aussi, de l'argent
 dans l'entreprise, mais étant peu fortunés,
 il m'a fallu la rendre et vendre ma fortune
 qui était toute en bien fond. A cette époque
 j'ai cherché à lutter, mais il m'a fallu faire
 ce grand sacrifice de 1888 à 1889 et faire une
 perte énorme tous les biens fonds étant
 tombés à très bas prix, ce qui m'a mise



dans une position extrêmement précaire
et renoncer pour deux de mes filles que j'ai
encore avec moi, à l'espoir de les établir.

Je suis malheureuse, Monsieur, qu'il
se soit passé autant de temps depuis que
mon mari a été obligé d'abandonner
cette belle exploitation, à plusieurs reprises
j'ai tenté de m'adresser par l'entremise
d'amis et de personnes influentes au Gouver-
nement Canadien pour m'obtenir une —
indemnité, le priant de prendre en consi-
-deration le développement que mon mari
a fait à ce pays et les sommes d'argent
qu'il y a mises. J'ai fait une première
demande au Marquis de Lesmaisons à
l'époque où il était Consul de France à
Québec en 1887, je ne sais si ma demande
lui est parvenue, je l'ai renouvelée au
moment où il revenait en France défi-

définitivement. Une troisième a été faite par un ami à un attaché d'ambassade de passage à Paris, puis enfin une quatrième à Monseigneur Lebel Evêque et Ministre à Québec qui de même était venu à Paris où il est mort.

Tous voyez, M. le Député, qu'il y a longtemps que j'ai cherché à faire parvenir ma demande en considération au Ministère de Québec et que je n'en ai jamais eu de réponse. J'ose espérer, M. le Député, que vous ne me refuserez pas votre protection, vos nombreuses relations me permettent d'avoir un peu d'espoir.

Salutations, etc.

Signé: L. Mahieu.

Une del. l'unitage,

Cherbourg

